

En Marche !

Guillaume Lardanchet

Collectif National Droits de

l'Homme Romeurope

59 rue de l'Ourcq - 75019 Paris

Monsieur le président,

Nous avons bien pris connaissance de votre courrier, et nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à notre programme pour l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai prochains.

Notre mouvement est particulièrement sensible aux actions que vous menez pour lutter contre l'exclusion et les discriminations. Il l'est d'autant plus que nous avons pu constater, comme vous, l'accroissement inquiétant du nombre de personnes en situation de détresse. Vous trouverez ci joint une réponse au questionnaire que vous nous avez soumis

1. En finir avec les expulsions de bidonvilles et de squats sans solutions alternative de relogement pérenne, en passant, quand cela est nécessaire, par une stabilisation temporaire du lieu de vie dans des conditions dignes. Les sommes astronomiques dépensées ces 25 dernières années dans la destruction doivent être réorientées vers des politiques d'inclusion.

Nous privilégions une approche pragmatique.

D'une manière générale, les bidonvilles et squats n'ont pas vocation à perdurer. Les conditions d'hygiène y sont souvent indignes et représentent une menace pour la santé de ses habitants. Dans certains cas, les relations tendues avec le voisinage viennent ajouter troubles à l'ordre public.

Toutefois, la destruction sans solution alternative est une méthode aussi hypocrite que coûteuse et inefficace. Il revient donc à la puissance publique, en lien avec les habitants, les riverains et les associations de trouver des solutions avant chaque destruction ou évacuation, pour que celle-ci ne se traduise pas par la création simultanée d'un nouveau camp.

2. Scolariser tous les enfants vivant en squat ou bidonville dès la rentrée 2017.

L'Ecole est la cristallisation de la promesse républicaine. Elle seule peut garantir la cohésion sociale et offrir à chacun la possibilité de se réaliser. C'est pourquoi la scolarisation est un droit, mais aussi une obligation qui s'applique aux parents et aux maires.

Malheureusement, ce droit n'est pas toujours effectif pour les publics vulnérables. En la matière, le rapport de M. Toubon à l'automne dernier a montré que les habitants des bidonvilles rencontraient d'importantes difficultés à se scolariser. Nous poursuivrons les travaux menés ces dernières années pour améliorer cette situation. Notamment, nos propositions en faveur



de la domiciliation, détaillées ci après, simplifieront les démarches d'inscriptions. Nous serons aussi intransigeants avec les maires coupables de discrimination. Enfin, nous souhaitons que l'enfant, une fois inscrit, puisse avoir un enseignement qui lui est adapté. C'est pourquoi nous permettront à chaque professeur de suivre au moins 3 jours de formation continue par an, pour qu'il puisse adapter ses méthodes aux besoins particuliers de sa classe. Nous proposerons aussi que chaque étranger en situation régulière arrivant en France ait droit à une formation linguistique suffisante pour atteindre le niveau B1 (niveau qui permet la naturalisation).

La scolarisation des tous les enfants est un long combat. Si nous nous engageons à le mener, il serait toutefois démagogique de garantir que cet objectif sera rempli dès la rentrée 2017.

3. Lever tous les obstacles à la domiciliation des habitants des squats et des bidonvilles pour permettre un accès au socle minimum de droits.

Nombre des personnes, par ce qu'ils n'ont pas d'adresse fixe ou de papiers d'identité à jour, ne peuvent entreprendre les démarches nécessaires à l'obtention d'aides. Aides auxquelles elles ont pourtant droit.

Nous nous engageons à créer un droit effectif à la domiciliation des personnes sans adresse officielle, afin qu'elles puissent accéder à la plénitude de leurs droits et notamment aux minimas sociaux. Nous proposons aussi la création d'un coffre-fort numérique, dans lequel ils pourront stocker et avoir accès à leurs documents d'identité numérisés. En complément, nous développerons une stratégie d'inclusion numérique en partenariat avec les associations pour former les bénéficiaires à ces outils. La gestion des coffres ainsi que la domiciliation seront assurés par la Poste.

4. Impulser une politique pénale volontariste en matière d'infractions racistes sans oublier le racisme anti-Roms.

Le racisme et les discriminations ne peuvent être tolérés. Les Roms méritent d'être protégés au même titre que les autres minorités constitutives de notre société.

Nous mettrons en place une police de la sécurité quotidienne. Au plus près de nos citoyens, elle s'appuiera sur une connaissance approfondie des lieux et une écoute des habitants qu'elle sera chargée de protéger. La lutte contre le racisme quotidien sera une des missions de cette police de sécurité quotidienne.

Concernant les acteurs professionnels, pour lutter contre les discriminations à l'embauche, nous réaliserons des opérations de « testing » et rendrons publics les condamnations.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

L'équipe d'En Marche

En Marche – BP 80 049, 94 801 Villejuif – contact@en-marche.fr

en-marche.fr



[@enmarchefr](https://twitter.com/enmarchefr)



[En Marche](https://www.facebook.com/EnMarche)



[@enmarchefr](https://www.instagram.com/enmarchefr)